ZOOM

n°400!!!

Plan de sobriété et planification écologique

Invitée par le **Medef**, à l'occasion des **Rencontres des entrepreneurs de France** le 29 août dernier, **Elisabeth Borne** a annoncé le lancement d'**un plan global du gouvernement pour accélérer la transition écologique**.

Dans un premier temps, dès septembre, les travaux aborderont la protection et la gestion de la forêt, la priorisation des usages de l'eau et la production énergétique décarbonée issue des sources nucléaire et renouvelables. Ces secteurs auront " *des objectifs de baisse d'émissions [...] et d'adaptation au changement climatique* ". Ils devront définir les actions à mener, un calendrier et des moyens à mobiliser. Les autres secteurs seront abordés " *au cours de l'automne* " pour " *aboutir, d'ici la fin de l'année, à une première vision complète de notre planification écologique* ". Le suivi des travaux sera assuré par le **Secrétariat général à la planification écologique**, en liaison avec les ministères concernés.

A l'instar des ministères, **les entreprises devront établir en septembre leur propre plan de sobriété**, où elles préciseront les modalités envisagées pour réduire de 10 % leur consommation énergétique au cours des 2 prochaines années. La synthèse de

ces éléments permettra de dresser un premier bilan en octobre et d'élaborer " *différents scénarii* ".

Privilégiant " *les économies choisies aux coupures subies* ", Elisabeth Borne envisage d'instaurer **un marché d'échange des droits à consommer**. Il s'agit d'un " *mécanisme de contrôle et de répartition* ", qui serait appliqué " *aux industriels qui ont l'habitude d'utiliser ce genre d'instruments* " afin de " *limiter la consommation de gaz* ", a expliqué **Roland Lescure, ministre délégué à l'Industrie**. Sur une période prédéfinie, l'État français octroierait des droits à consommer du gaz aux entreprises éligibles au dispositif. Ceux-ci seraient calculés en fonction de la consommation moyenne des 5 dernières années, réduite de 10 % à 15 %, selon l'objectif d'économies retenu par le gouvernement. Une fois la période écoulée, les entreprises ayant dépassé leurs quotas se verraient lourdement pénalisées financièrement.

▶ Ecoutez le [discours d'Elisabeth Borne à la REF 2022](#) (source : <https://www.youtube.com/Gouvernement>)

> **Le Figaro – www.lemoniteur.fr – Le Monde - 29/08/22**
Contexte – 30/08/22

Le 27 août dernier, la **première Ministre, Elisabeth Borne** a annoncé le déblocage d'**un " fonds vert " doté d'1,5 Mds € destiné aux collectivités locales** pour les aider à lutter contre le changement climatique. Elle suggère notamment de recourir à ce fonds pour " *la réhabilitation de friches pour limiter l'étalement urbain* ", pour rénover " *énergétiquement les bâtiments publics* ", pour ramener " *de la nature dans les villes* " ou encore installer " *des parkings relais* " à leur entrée. " *Le détail de la répartition devrait être précisé dans le cadre du Projet de Loi de Finances* " pour 2023, a précisé le cabinet de **Caroline Cayeux, ministre de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales**. D'après le **think Tank I4CE**, les dépenses d'investissements des collectivités locales pour atteindre la neutralité carbone s'élèvent à 10 Mds €/an, soit 2 à 3 fois plus que les montants actuellement consacrés à ces sujets.

> **Le Monde – 27/08/22 – AEF – 28/08/22 – Enerpresse – 30/08/22**

> ÉCONOMIE

Après un recul de 0,2 % au 1^{er} trimestre, le taux de croissance a progressé de 0,5 % en France au 2^{ème} trimestre. D'après l'**Observatoire Français des Conjonctures Économiques (OFCE)** " *la croissance ralentit, mais elle ne flanche pas* " et " *l'objectif de croissance de 2,5 % pour 2022 est toujours réalisable* ". Le déploiement du bouclier tarifaire a permis jusqu'à présent de mieux contenir l'inflation par rapport aux autres pays européens. Résultat : **en juillet, le taux d'inflation atteint 6,1 %** sur les 12 derniers mois, plaçant la France au rang des meilleurs élèves de la zone euro, juste après Malte. Malgré un léger repli en août, **l'indicateur sur le climat des affaires reste globalement bien orienté**, à un niveau supérieur à sa moyenne de longue période. " *Cette rentrée est particulière parce que l'activité est assez bonne ; 80 % des patrons sont plutôt optimistes* ", souligne **Geoffroy Roux de Bézieux, Président du Medef**. Très peu de faillites malgré la crise, des conditions financières plutôt favorables, des carnets de commandes bien garnis et un marché du travail particulièrement dynamique alimentent cet optimisme. En dépit de la contraction de la consommation des ménages (- 0,8 % au premier semestre), les économistes tablent sur une croissance positive au 3^{ème} trimestre, " *notamment grâce à la bonne santé du tourisme* ", mais prédisent un 4^{ème} trimestre nettement moins favorable.

> **Le Figaro - 29/08/22 - Le Monde – 31/08/2022**

D'après l'Insee, " entre le 2^{ème} trimestre 2021 et le 2^{ème} trimestre 2022, la hausse des prix de l'énergie (gaz, électricité et produits pétroliers) a contribué à 3,1 points d'inflation sur un total de 5,3 % ". **Le bouclier tarifaire mis en place par le gouvernement a réduit de moitié l'impact de la flambée des prix de l'énergie sur l'inflation.** " En l'absence de bouclier, l'inflation entre les deuxièmes trimestres de 2021 et 2022 aurait été 3,1 points plus élevée. "

> Contexte – 2/09/22

EGF-BTP souhaite remanier l'index BT 01 qui est utilisé pour réviser les prix des marchés de travaux des entreprises générales, pour davantage refléter la réalité des prix liés à leur activité. Celle-ci se " caractérise notamment par un fort taux d'encadrement, de l'ingénierie et de plus en plus de digitalisation " souligne Jacques Marcel, Vice-Président d'EGF et Président de la nouvelle commission " Construire durable ". Il estime également que " le nouvel index devrait prendre en compte la décarbonation des bâtiments qui prend de l'ampleur ". À cet effet, un groupe de travail doit se réunir courant septembre, pour aboutir à un nouvel index au premier semestre 2023.

> www.lemoniteur.fr – 31/08/22

> SOCIAL

Le 4 août dernier, le Parlement a définitivement adopté la **Loi de Finances Rectificative (PLFR)**. Parmi les mesures adoptées, l'une d'entre elles accorde aux employeurs la possibilité de **racheter les jours de RTT** (capitalisés entre le 1^{er} janvier 2022 et le 31 décembre 2025) auxquels renonceraient leurs salariés (art.5). Cette disposition ne s'appliquera qu'aux salariés du privé qui ne disposent ni de Compte Emploi-Temps (CET), ni de forfait jours. Ce rachat est plafonné à 7 500 € en 2022. Ces RTT seront " rémunérées comme des heures supplémentaires ", indique le **ministère du Travail**, et seront exonérées d'impôt sur le revenu et de cotisation sociales d'assurance vieillesse de base et complémentaires. En revanche, ces sommes seront assujetties à la CSG/CRDS.

► Téléchargez la [Loi de Finances Rectificative 2022](#) (source : JO du 17/08/2022)

> www.sudouest.fr – 4/08/22 - www.cadremploi.fr - 5/08/22

> ENERGIE – TÉLÉCOMMUNICATION – ENVIRONNEMENT

EN FRANCE

Le projet de loi sur l'accélération des renouvelables, qui sera présenté début septembre au Conseil des ministres prévoit notamment des mesures transitoires (durant 4 ans) pour **simplifier les procédures** (allègement des obligations d'évaluation environnementale ou extension du vote du public par voie électronique). Le texte envisage également de **simplifier les modalités d'implantation de projets solaires " sur les délaissés routiers et autoroutiers et, plus largement, sur le domaine public de l'État »** (art. 9). Cette mesure pourrait permettre de déployer 2,5 GW de capacités supplémentaires. **L'obligation d'installer des panneaux solaires sur les ombrières de parking de plus de 2 500 m²** (art. 12) représenterait quant à elle un gisement d'une puissance comprise entre 6,75 GW et 11,25 GW, pour un investissement total de 8,1 à 13,5Mds €. Le texte évoque un délai de trois ans pour les parcs de plus de 10 000 m² et de cinq ans pour ceux de 2 500 m² à 10 000 m². Cette mesure qui toucherait principalement les **aéroports, les hypermarchés et les centres commerciaux** suscite déjà l'inquiétude des professionnels de la grande distribution (Perifem et FCD). Pour faciliter l'acceptation de nouveaux sites éoliens, solaires, ou de méthanisation, le projet de loi envisage également un " **partage de la valeur des énergies renouvelables** " avec les résidents et les communes situées à proximité d'installations EnR. Concrètement, les fournisseurs titulaires accorderaient une remise forfaitaire annuelle à leurs clients, indépendamment de leur consommation d'électricité. Cette mesure ne s'appliquerait qu'aux résidences principales, situées dans un certain périmètre autour des installations renouvelables. En Irlande les lauréats des appels d'offres éoliens doivent ainsi payer 1 000 €/an aux ménages situés à moins d'un kilomètre de leurs éoliennes.

> Les Echos – 17/08/22 – Le Figaro – 21/08/22 - Contexte – 31/08/2022

A la demande du **ministère de la Transition énergétique**, sans attendre la présentation du **projet de loi d'accélération des énergies renouvelables**, la **Commission de Régulation de l'Énergie (CRE)** a actualisé les **17 cahiers des charges des appels d'offres** actuellement en vigueur (dits "CRE4" et "PPE2"), afin de faciliter les conditions de déploiement des énergies vertes. Au total, **6,1 GW de nouvelles capacités** sont concernées, qu'il s'agisse de projets d'installations **éoliennes terrestres et hydroélectriques** ou de **centrales photovoltaïques au sol ou sur bâtiment**. Les modifications apportées visent à " **permettre aux producteurs d'amortir une partie de la hausse des coûts et des taux** ". Si les installations sont mises en service avant le 31 décembre 2024, ils pourront désormais **vendre leur production " dès à présent, avant la prise d'effet de leur contrat de soutien "**, **sur le marché de gros au prix fort**. Fin août, ce dernier dépassait 1 000 €/MWh (vs un prix d'obligation d'achat fixé par l'État, par exemple, autour de 80 €/MWh dans les contrats de soutien d'installations solaires). Cependant, cette injection " **n'ouvre pas le droit au complément de rémunération** ", précise la CRE. Les producteurs sont également autorisés à **modifier la puissance initiale** retenue dans l'appel d'offres jusqu'à 140 %. **Des délais supplémentaires pour l'achèvement des installations** leur sont également accordés.

► Consultez le [communiqué de la CRE et la liste des 17 Cahiers des charges](#) (source : www.cre.fr)

> Contexte – 1^{er}/09/22 - www.usinenouvelle.com – 31/08/22

D'après **Enedis, la capacité en autoconsommation dépassait 1 GW au 30 juin 2022**. Le seuil de 500 MW avait été franchi au 2^{ème} trimestre 2021. Pour l'essentiel, le solaire photovoltaïque soutient l'autoconsommation (82 %), suivi par la cinquantaine d'installations bioénergies (13 %). Sur 569 640 installations photovoltaïques, 183 767 sont en autoconsommation (182 514 consistent en installation en basse tension inférieure à 36 kV). Fin juin, le gestionnaire du réseau de distribution électrique dénombrait **102 opérations d'autoconsommation collective** (88 fin mars), représentant 158 producteurs et 1150 consommateurs cumulés.

> [Enerpresse – 26/07/22](#)

L'arrêt de la commercialisation des tubes fluorescents en 2023 dans l'Union européenne fait craindre au **Syndicat de l'Éclairage** un **risque de pénurie de solutions d'éclairage à leds**. " *Concrètement, les stocks de tubes fluorescents toujours existants pourront continuer d'être écoulés, mais vont rapidement s'épuiser. Il y a donc urgence à anticiper car nous sommes en mesure d'affirmer que le rythme actuel de report vers les solutions à Led ne permet pas d'envisager sereinement ces échéances* ". Les fabricants recommandent en conséquence " *d'anticiper dès à présent cette transition, d'autant plus que toute l'industrie électronique affronte une forte pénurie de composants* ".

► Téléchargez le [communiqué de presse du Syndicat de l'Éclairage](#) (source : <https://www.syndicat-eclairage.com>)

> [vipress.net – 25/08/22](#)

Dans le cadre de la **Loi sur le pouvoir d'achat** du 16 août dernier (art.31), un **projet de décret** s'apprête à **interdire les enseignes publicitaires lumineuses (éclairées ou numériques)** en cas de tensions d'approvisionnement électrique. Cette interdiction concernerait les dispositifs installés sur la voie publique, quelle que soit la taille de la ville, dans les gares, aéroports et arrêts de transports collectifs (sauf opposition explicite de la ministre en charge de l'Énergie). L'extinction s'appliquerait dès le lendemain de l'annonce du RTE prévenant d'une " *situation de forte tension* ". Le texte entrerait en vigueur à partir du 1^{er} octobre 2022 pour les publicités numériques et celles " *dont le fonctionnement ou l'éclairage est pilotable à distance* ", avant d'être généralisé " *au plus tard le 1^{er} juin 2023* ". Les publicités situées à l'intérieur d'un local et visibles depuis la voie publique sont aussi concernées. Le projet de décret sera soumis à l'**avis du Conseil Supérieur de l'Énergie** le 8 septembre prochain et devrait être publié " *avant la fin de l'été* ".

> [Le Figaro – 28/08/22 – Enerpresse – 24/08/22 – Contexte – 26/08/22](#)

Après l'État, les entreprises, les établissements recevant du public et les grandes surfaces commerciales, le logement, les collectivités territoriales, le numérique et les télécommunications, un nouveau **groupe de travail " Sports "** a été lancé dans le cadre du **Plan de sobriété énergétique**. Une première réunion de concertation s'est déroulée le 30 août dernier. Parmi les solutions envisagées pour réduire la consommation d'énergie du secteur, la première consistera à **moduler le chauffage et la climatisation des installations sportives (stades, gymnases, centres de formation...)** qui représente 43% de la consommation d'énergie du secteur. Pour optimiser les consommations énergétiques liées à l'**éclairage** (18 % de la consommation d'énergie du sport), des mesures devront être envisagées par les diffuseurs TV et les instances de sport professionnel avant, pendant et après les événements. En ce qui concerne les **piscines et patinoires**, des solutions devront être trouvées en lien avec les collectivités " *afin de réduire la consommation tout en préservant l'activité sportive et économique* ". L'objectif du groupe de travail est d'élaborer " *un plan d'action concerté et ambitieux d'ici à fin septembre* ".

> [www.banquedesterritoires.fr – 31/08/22 – Enerpresse – 1^{er}/09/22](#)

Pour donner " *davantage de visibilité aux acteurs de la rénovation énergétique* ", le **ministère de la Transition énergétique** engagera un **concertation en septembre**. La filière s'inquiète en effet de la **baisse des prix des Certificats d'Économie d'Énergie (CEE)** depuis le début de la 5^{ème} période (1^{er} janvier 2022-31 décembre 2025). Les obligations n'ont été relevées que de 25 % (625 Twh_{cumac} supplémentaires) portant ainsi l'obligation générale à **3 125 TWh_{cumac} pour la période 2023-2025**, un niveau jugé " *insuffisant pour assurer un fonctionnement pérenne* " estiment les acteurs concernés. Les deux tiers de cette augmentation devraient bénéficier aux ménages en situation de précarité énergétique.

> [Enerpresse – 16/08/2022 et 1^{er}/09/22 – www.lemoniteur.fr – 04/08/22](#)

En application de la **loi Climat et Résilience, un décret** instaure un dispositif relatif à la **résilience des réseaux aux risques naturels**. Le texte permet au préfet d'exiger des exploitants de réseaux essentiels (eau potable, assainissement, électricité, gaz, télécommunication) **des mesures pour assurer une continuité de service en cas d'événement climatique majeur** (inondations, incendies, tempêtes, séismes...). **Diagnostic de vulnérabilité, programme d'investissements préventifs, procédures de remise en état** des infrastructures pourront ainsi être prescrits en vue d'assurer la continuité de service. En cas de méconnaissance par les exploitants de services et réseaux concernés des demandes qui leur sont faites par le préfet, des sanctions administratives prévues par le Code de l'environnement pourront être appliquées.

► Téléchargez le décret n° 2022-1077 du 28 juillet 2022 (source : JO du 30/07/2022)

> [www.banquedesterritoires.fr – 1^{er}/09/22](#)

En 2020, **Orange a annoncé son intention de fermer son réseau cuivre à l'horizon 2030**. Pour l'opérateur historique, à cette date, le réseau en fibre optique devrait tenir lieu de réseau fixe de référence. En juillet dernier, les opérateurs et une dizaine de territoires, associations d'élus et consommateurs ont participé à la **consultation de l'Arcep sur la feuille de route d'Orange**. Leurs contributions témoignent de leur inquiétude face à nombreuses zones d'incertitude. Avant de supprimer le réseau cuivre, la " **complétude** " des déploiements s'avère non seulement indispensable mais devra aussi attester de sa qualité, comme le soulignent l'**Avicca, la FNCCR et Départements de France** dans une contribution commune. Une complétude " *d'autant plus essentielle qu'Orange, n'étant plus en charge du service universel, n'a plus l'obligation de couvrir l'équipement en cuivre des nouveaux logements* ", renchérit le **Sipperec**. Pas question non plus qu'un nombre " *résiduel* " de **logements soient non raccordés** pour le **syndicat Doubs THD** ou **Bouygues Télécom** qui souligne le risque d'un " *déclassement numérique* ". Le **recours à des technologies alternatives** irrite l'association **Familles de France** qui regrette la dégradation des performances de la 4G fixe, et rejette également l'idée que le coût de raccordement soit laissé à la charge des foyers les plus difficiles à connecter, " *alors que le client final n'a rien demandé* ". L'association **Intercommunalités de France** souhaite que la **gratuité du raccordement à la fibre** soit érigée en principe. Pour l'Avicca, la FNCCR et Départements de France, le démontage du réseau cuivre exige au préalable la mise en œuvre du **nouveau service universel**. Or celui-ci est en suspens jusqu'à au moins 2023. Les associations proposent de **créer un fonds de péréquation** pour assurer la complétude du réseau FttH et en garantir la pérennité, sur le modèle du Face pour l'électricité.

► Téléchargez l'ensemble des [contributions à la consultation](#) (source : https://www.arcep.fr/uploads/tx_gspublication)

> [www.banquedesterritoires.fr – 30/08/22](#)

EN RÉGIONS

Grand Est. L'Eurométropole strasbourgeoise, en charge de la commande de gaz pour la ville de Strasbourg et de 32 communes a vu les prix du dernier appel d'offres augmenter de 500 % en août. Pour la seule ville de Strasbourg, la facture énergétique passerait de 12 à 60 M€ par an. " *Ce sont 50 M€ que nous devons trouver* " explique **Jeanne Barseghian, maire EELV** qui souhaite **réduire de 10% la consommation énergétique de la ville**, tout en **développant la production locale de renouvelable**. La ville prévoit d'adapter les horaires d'ouverture des piscines, de la patinoire ou des médiathèques. Elle envisage également de reporter la saison de chauffe des bâtiments publics, voire de suspendre le chauffage dans certains bâtiments peu utilisés. Le marché de Noël devra être " *plus sobre et plus responsable dès cette année* " , avec un meilleur équilibre à trouver entre illuminations et éclairage.

> www.euractiv.fr – 1^{er}/09/22

EN EUROPE

Allemagne. Deux décrets instaurant des mesures d'économies d'énergie ont été publiés le 24 août dernier. Particuliers, entreprises, collectivités, entreprises, tous sont concernés. Le premier texte, d'une durée de validité de 6 mois est entré en vigueur le 1^{er} septembre. Il concerne la **réduction du chauffage et de l'éclairage public**. Les pièces non occupées régulièrement (parties communes) ne seront plus chauffées, à l'exception des établissements scolaires et médicaux. La température des bâtiments non résidentiels sera plafonnée à 19°C maximum. **L'éclairage des bâtiments et des monuments publics sera interdit**, à l'exception de l'éclairage de sécurité. Les publicités lumineuses devront être éteintes de 22 heures à 6 heures du matin. Le second décret concerne des mesures de moyen terme (2 ans) relatives à **l'efficacité énergétique des bâtiments**. Il devrait entrer en vigueur le 1^{er} octobre prochain. Il impose à l'ensemble des propriétaires de bâtiments de faire contrôler leurs installations de chauffage au gaz dans les 2 ans à venir. Les entreprises dont la consommation énergétique atteindrait ou dépasserait 10 GWh/an devront mettre en place des mesures d'efficacité énergétique.

> [Enerpresse](http://enerpresse.com) – 26/08/22

Estonie, Lituanie, Lettonie, Danemark, Suède, Finlande, Pologne et Allemagne. Les pays riverains de la mer Baltique, se sont engagés à **porter la capacité éolienne offshore régionale à 20 GW d'ici à 2030** (soit 7 fois la capacité actuelle). De quoi alimenter près de 20 millions de foyers.

> www.actu-environnement.com – Contexte - 1^{er}/09/22 – AFP – 30/08/22

DANS LE MONDE

Après trente années de recherche, des universitaires australiens ont inventé **un procédé pour transformer l'hydrogène (et d'autres gaz combustibles) en poudre**. Cette méthode révolutionnaire pourrait grandement faciliter le stockage et le transport de l'hydrogène. Elle repose sur l'utilisation de poudre de nitrate de bore, à haut potentiel d'absorption. Deux types de gaz sont lancés à grande vitesse avec cette poudre et des billes métalliques dans une chambre rotative. En percutant l'acier inoxydable, la poudre absorbe progressivement l'hydrogène. L'hydrogène peut alors se conserver sous vide, à température ambiante, sans aucun danger. Pour libérer l'hydrogène fixé, il suffit de chauffer la poudre. **Ce procédé consomme 90 % d'énergie en moins que l'extraction de gaz à partir de pétrole brut**. Des demandes de brevets provisoires ont été déposées. Les chercheurs tentent d'optimiser le procédé de broyage et effectuent de nouvelles expérimentations avec différentes poudres absorbantes (graphène notamment). Des collaborations avec les industriels des transports sont envisagées, notamment pour apprécier l'équilibre coûts/rapidité de production, indispensable avant une éventuelle commercialisation.

> [Les Echos](http://lesechos.com) – 24/08/22

> Nominations

Patrick Lavarde, Ingénieur général du génie rural, préside par intérim de l'**Ademe**, à compter du 1^{er} septembre 2022.

> [AEF](http://aef.com) – 30/08/22 – Contexte – 31/08/22

Emmanuelle Wargon, ex ministre déléguée en charge du Logement auprès de la ministre de la Transition écologique, succède à **Jean-François Carenco** à la **présidence de la Commission de Régulation de l'Énergie (CRE)**.

> [AEF](http://aef.com) – 17/08/22 - www.environnement-magazine.fr – 26/08/22